

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 25 juin 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à l'utilisation des boues d'épuration en agriculture", a donné le 30 juin 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 25 juni 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende het gebruik van het zuiveringsslib in de landbouw", heeft op 30 juni 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Considérant ... que (la) directive (86/278/CEE) aurait dû être transposée depuis le 12 juin 1989.

Considérant qu'un recours a été introduit par la Commission des communautés européennes contre le Gouvernement belge le 27 avril dernier, tendant à faire condamner la Belgique pour non-respect des obligations découlant de l'article 16 de la directive ... relative à la protection de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

*

Observation préliminaire.

L'arrêté en projet tend à transposer, dans la Région de Bruxelles-Capitale, la directive du Conseil 86/278/CEE du 12 juin 1986 relative à la protection

.../...

de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture.

En Région flamande, la transposition de cette directive est assurée par les articles 204, 205 et 210 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 7 janvier 1992 portant fixation du règlement flamand relatif aux conditions écologiques applicables aux établissements incommodes (Moniteur belge, 14 décembre 1992).

Faisant valoir que la Région flamande a excédé sa compétence, l'Etat belge a, toutefois, introduit devant la section d'administration du Conseil d'Etat un recours en annulation des paragraphes 2 et 3 dudit article 210 de cet arrêté (1).

Il n'appartient pas à la section de législation de préjuger de l'issue de ce litige. En conséquence, ne sont pas examinées, dans le présent avis, les dispositions de l'arrêté en projet - en l'occurrence, les articles 4 à 6 - qui portent sur les matières que règlent les dispositions de la Région flamande, dont l'annulation est poursuivie.

Intitulé et salutation.

Pour tenir compte de l'article 59quater de la Constitution, qui y a été inséré le 5 mai 1993, les mots "l'Exécutif" doivent être remplacés par les mots "le Gouvernement".

(1) Affaire A. 50.269/VII-11.821.

Le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule.

1. Il y a lieu d'intervertir les alinéas 1et et 2.

2. C'est l'article 13, et non l'article 10, de l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, qui constitue le fondement de l'arrêté en projet.

Par conséquent, dans l'alinéa 1er, devenant l'alinéa 2, il faut remplacer "10" par "13".

3. L'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"Vu la directive ... en agriculture, modifiée par la directive 91/692/CEE du 23 décembre 1991 visant à la standardisation et à la rationalisation des rapports relatifs à la mise en oeuvre de certaines directives concernant l'environnement;"

.../...

Dispositif.Article 1er.

En ce qu'elle fait réserve des dispositions nationales relatives à la commercialisation des matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, la disposition excède la compétence de la région qui ne peut définir, ni de manière positive, ni de manière négative, les attributions revenant à d'autres autorités.

Par ailleurs, en ce qu'elle précise le but de l'arrêté en projet, la disposition est dépourvue de portée normative.

L'article 1er doit donc être omis.

Article 2 (devenant l'article 1er).

1. Pour la compréhension de l'arrêté en projet, qui n'utilise pas l'expression "ministre", il n'est pas nécessaire de définir qui est le ministre. Le 1^o doit donc être omis.

2. Au 5^o, devenant 4^o, du texte français, on écrira : "... ou toute autre application ...".

.../...

3. Au 6°, devenant 5°, mieux vaut écrire :
"... ou morale, dont l'activité produit des boues".

Article 3 (devenant l'article 2).

Les tirets doivent être remplacés par 1° et 2°.

Article 6 (devenant l'article 5).

Le texte néerlandais du 2° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7 (devenant l'article 6).

Le texte néerlandais, in fine, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 7).

Il convient de déterminer qui doit effectuer les analyses des sols.

En outre, le texte en projet doit être complété afin de transposer les dispositions de l'annexe II B de la directive précitée 86/278/CEE qui imposent aux Etats membres :

.../...

- 1° d'une part, de s'assurer, avant toute utilisation de boues autres que celles issues des stations d'épuration visées à l'article 11 de la directive, que les teneurs en métaux lourds des sols n'excèdent pas les valeurs limites fixées conformément à l'annexe I A de la directive;
- 2° d'autre part, de décider de la fréquence des analyses ultérieures.

Article 9 (devenant l'article 8).

Selon les explications du délégué du Gouvernement, les analyses des boues doivent être effectuées par les producteurs.

Il convient de préciser la disposition sur ce point.

Article 10 (devenant l'article 9).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11 (devenant l'article 10).

1. A l'alinéa 1er, 3°, pour transposer fidèlement l'article 10, 1°, d, de la directive 86/278/CEE, les mots

.../...

"et, le cas échéant, les lieux où les boues seront utilisées" doivent être remplacés par les mots "et les lieux d'utilisation des boues".

2. L'article doit être complété pour transposer l'article 10, 3°, de la directive.

Annexe III.

A l'alinéa 5 du texte français, pour transposer fidèlement l'annexe II, C, 3°, de la directive, la première phrase doit être remplacée comme suit : "L'analyse des métaux lourds est effectuée après une digestion à l'acide fort".

Le texte néerlandais de la deuxième phrase devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

*

Le visa des annexes doit s'écrire :

"Vu pour être annexées à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif ... en agriculture, les annexes I à IV".

.../...

Observation finale.

Les mots "du présent arrêté" doivent être omis.
L'observation vaut pour les articles 4, 10 et 11.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Considérant ... que (la) directive (86/278/CEE) aurait dû être transposée depuis le 12 juin 1989.

Considérant qu'un recours a été introduit par la Commission des communautés européennes contre le Gouvernement belge le 27 avril dernier, tendant à faire condamner la Belgique pour non-respect des obligations découlant de l'article 16 de la directive ... relative à la protection de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture".

*

Gelet op de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De strekking van het ontworpen besluit bestaat erin de richtlijn van de Raad 86/278/EEG van 12 juni 1986 betreffende de bescherming van het milieu, in het bijzonder de bodem, bij het gebruik van zuiveringsslib in de landbouw om te zetten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

.../...

In het Vlaamse Gewest is die richtlijn omgezet door de artikelen 204, 205 en 210 van het besluit van de Vlaamse Executieve van 7 januari 1992 houdende vaststelling van het Vlaams reglement inzake milieuvoorwaarden voor hinderlijke inrichtingen (Belgisch Staatsblad, 14 december 1992).

De Belgische Staat heeft onder aanvoering dat het Vlaamse Gewest zijn bevoegdheid heeft overschreden, bij de afdeling administratie van de Raad van State echter beroep ingesteld tot nietigverklaring van de §§ 2 en 3 van voormeld artikel 210 van dat besluit (1).

Het staat niet aan de afdeling wetgeving vooruit te lopen op de afloop van dat geschil. Derhalve worden de bepalingen van het ontworpen besluit, in het onderhavige geval de artikelen 4 tot 6, die betrekking hebben op aangelegenheden die geregeld worden door de bepalingen van het Vlaamse Gewest waarvan de nietigverklaring wordt gevorderd, in het onderhavige advies niet behandeld.

Opschrift en begroeting.

Gelet op artikel 59quater van de Grondwet, dat daarin is ingevoegd op 5 mei 1993, behoren de woorden "de Executieve" te worden vervangen door de woorden "de Regering".

(1) Zaak A.50.269/VII-11.821.

Het opschrift zou aldus gesteld moeten worden :

"Ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het gebruik van zuiveringsslib in de landbouw".

Aanhef.

1. De volgorde van het eerste en het tweede lid zou moeten worden omgekeerd.

2. Het ontworpen besluit vindt zijn rechtsgrond niet in artikel 10, maar in artikel 13 van de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen.

Bijgevolg behoort in het eerste lid, dat het tweede lid wordt, "10" te worden vervangen door "13".

3. Het tweede lid, dat het eerste lid wordt, behoort te worden gesteld als volgt :

"Gelet op de richtlijn ... in de landbouw, gewijzigd bij richtlijn 91/692/EEG van 23 december 1991 tot standaardisering en rationalisering van de verslagen over de toepassing van bepaalde richtlijnen op milieugebied;".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Inzoverre de bepaling een voorbehoud maakt voor de nationale bepalingen betreffende het in de handel brengen van grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, overschrijdt zij de bevoegdheid van het gewest dat de bevoegdheden van andere overheden noch positief noch negatief mag omschrijven.

Inzoverre de bepaling bovendien het doel van het ontworpen besluit verduidelijkt, heeft zij geen regelgevende strekking.

Het artikel 1 behoort dus te vervallen.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

1. Voor de begrijpelijkheid van het ontworpen besluit, waarin de term "minister" niet wordt gebruikt, is het niet nodig te omschrijven wie de minister is. Onderdeel 1^o behoort dus te vervallen.

2. In 5^o, dat 4^o wordt, schrijve men in de Franse tekst : "... ou toute autre application ...".

.../...

3. In 6°, dat 5° wordt, behoort te worden geschreven : "... elke privaats- of publiekrechtelijke rechtspersoon of natuurlijke persoon ...".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

De streepjes behoren te worden vervangen door 1° en 2°.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

In 2° schrijve men "die van" in plaats van "deze van".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Aan het slot schrijve men : "... de bodem, het oppervlaktewater en grondwater niet wordt aangetast".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Er behoort te worden bepaald wie de bodemanalyses moet uitvoeren.

Voorts behoort de ontworpen tekst te worden aangevuld om de bepalingen om te zetten van bijlage II B van de voormelde richtlijn 86/278/EEG die de Lid-Staten het volgende opleggen :

.../...

- 1° enerzijds voor het gebruik van slib dat niet afkomstig is van zuiveringsinstallaties als bedoeld in artikel 11 van de richtlijn, nagaan of de gehalten aan zware metalen van de bodems niet hoger zijn dan de grenswaarden die overeenkomstig bijlage I A van de richtlijn zijn vastgesteld;
- 2° anderzijds de frequentie van de latere analyses vaststellen.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering, moeten de slibanalyses worden uitgevoerd door de producenten.

Dat behoort in de bepaling te worden verduidelijkt.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Men schrijve "bedoeld in" en niet "bedoeld bij".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

1. In het eerste lid, 3°, behoren om artikel 10, 1°, d, van richtlijn 86/278/EEG getrouw om te zetten de woorden "van de gebruikers van het slib en, desgevallend, de plaatsen waar het slib zal worden gebruikt" te worden vervangen door de woorden "van de ontvangers van het slib

.../...

en, in voorkomend geval, de plaatsen waar het slib wordt gebruikt".

2. Het artikel behoort te worden aangevuld om artikel 10, 3°, van de richtlijn om te zetten.

Bijlage III.

In de Franse tekst van het vijfde lid, om bijlage II, C, 3°, van de richtlijn getrouw om te zetten, behoort de eerste zin te worden vervangen als volgt : "L'analyse des métaux lourds est effectuée après une digestion à l'acide fort".

In de Nederlandse tekst schrijve men de tweede zin als volgt : "De referentieanalysemethode is atoomabsorptie-spectrometrie".

*

Het formulier aan het slot van de bijlagen moet als volgt gesteld worden :

"Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het gebruik van zuiveringsslib in de landbouw, de bijlagen I tot IV".

.../...

Slotopmerking.

In artikel 4 behoren de woorden "bij dit besluit" te vervallen, in de artikelen 10 en 11 de woorden "van dit besluit".

DV.

- 18 -

L. 22.550/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.

.../...